



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi  
Semaine du 27 novembre 2023

### Le chiffre de la semaine

#### LE CHIFFRE A RETENIR

# 3,2 %

C'est la projection de croissance du PIB réel du continent  
africain en 2024

Selon un rapport publié par *The Economist Intelligence Unit (EIU)* et intitulé : *Africa outlook 2024 – Strong growth amid heated elections and financial woes*, la croissance du PIB réel du continent africain devrait être de 3,2 % en 2024, contre 2,6 % en 2023. L'Afrique sera la deuxième région du monde, derrière l'Asie, avec la plus forte croissance économique. De plus, selon l'*EIU* douze pays africains figurerait dans les 20 économies qui devraient enregistrer les plus forts taux de croissance en 2024, et 4 se situent en Afrique de l'Est: le Rwanda, l'Ouganda, l'Éthiopie et la Tanzanie.

# Régional

## La Communauté d'Afrique de l'Est adoptera un discours unifié lors de la COP 28

Lors du Forum sur le changement climatique et la sécurité alimentaire qui s'est tenu cette semaine en Tanzanie, les chefs d'états de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), ont annoncé vouloir présenter un discours unifié lors du prochain sommet sur le climat (la COP 28) prévu à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre. Cette initiative intervient alors que l'Afrique de l'Est est confrontée à de graves problèmes climatiques, caractérisés par de longues périodes de sécheresses et d'inondations dues au phénomène El Nino (presque 100 morts et 700 000 déplacés en Somalie). De plus, les chefs d'état de la CAE se sont également engagés à accroître leurs investissements dans l'agriculture intelligente (à l'instar de l'initiative *Build Better Tomorrow* en Tanzanie) et les énergies renouvelables. Enfin, ils ont mis l'accent sur la nécessité d'améliorer la collecte des eaux de pluie pour renforcer la disponibilité de l'eau pour l'irrigation des cultures.

# Comores

## Désinflation en glissement annuel en juin 2023

L'inflation a ralenti à 8 % en juin 2023 (en g.a), contre un pic à 20,8 % en janvier de cette année. Entre mai et juin la désinflation a concerné les produits locaux (6 % en juin 2023 contre 18,9 % en mai 2023) et les produits importés (10,2 % en juin 2023 contre 14,0 % en mai 2023). De plus, la Banque centrale des Comores a indiqué dans sa note de conjoncture que l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a connu une baisse de 3,4 % entre décembre 2022 et juin 2023. Une tendance qui découle principalement de la réduction des prix des denrées alimentaires (-6,3 %) et dans une moindre mesure, de la réduction des prix des boissons alcoolisées. Les prix de biens et services concernant les transports et le logement sont restés stables sur cette période. Quant aux prix des « meubles, articles de ménages et d'entretien du foyer », ils ont augmenté de 6,6%. La baisse des prix concerne les produits locaux (- 4,7%) et ceux importés (-2,1%).

# Ethiopie

## Orange se retire du processus de privatisation partielle d'*Ethio Telecom*

Orange a confirmé avoir décidé de se retirer du processus en cours concernant la vente de 45 % d'*Ethio Telecom*, la compagnie publique de télécommunications éthiopienne. Cette procédure relative à l'ouverture du capital d'*Ethio Telecom* avait été lancée au dernier trimestre 2022. Cette initiative s'inscrit dans la démarche de l'actuel gouvernement en faveur de l'ouverture de l'économie et de la modernisation des principales entreprises publiques. Orange indique que « les conditions ne permettaient pas le déploiement rapide de la stratégie et la réalisation d'un projet créateur de valeur pour l'entreprise ». Le secteur a récemment été ouvert à la concurrence, avec l'octroi en mai 2021 de la deuxième licence de télécommunications au Kenyan *Safaricom*, à capitaux britanniques (Vodafone) et sudafricain (Vodacom).

## Visite d'une délégation du MEDEFi et inauguration d'un système anti-drones par CS Group

Une délégation d'une vingtaine d'entreprises (12 à Djibouti, 21 en Ethiopie) s'est rendue à Djibouti le 20 et 21 novembre puis à Addis-Abeba du 22 au 24. Des entreprises de secteurs très variés : les transports et la logistique (Thalès, AGL, Airbus Hélicoptères, Systra, Meridiam, MND, Poma, Safran), l'éducation et la culture (Youscribe, OneBabel, Canal+, Encaf, Lafaaac), l'ingénierie et conseil (CVA, Artelia, Setec, DMI Associates), la construction (Eiffage, Easycube), la santé (MedSurg Support) ou les équipements agricoles (Gourdon), ont fait le déplacement. En Ethiopie, la délégation a notamment pu échanger avec la Présidente éthiopienne, plusieurs vice-ministres aux portefeuilles stratégiques (transports, urbanisation et infrastructures) ainsi que deux commissaires de l'Union Africaine (infrastructures et énergie, et commerce et industrie). La semaine a également été marquée par l'inauguration d'un système anti-drone, déployé à l'aéroport international de Bole par l'entreprise française CS Group. Premier système de cette nature à être installé sur un aéroport africain, il vise la protection de l'aéroport contre les survols de drones pouvant entrer en collision avec les avions de ligne civils. Le projet a été financé par le Fonds d'études et d'aide au secteur privé (FASEP) de la DG Trésor.

## Kenya

### Le président William Ruto annonce la privatisation de 11 entreprises publiques

A la suite de la promulgation du *Privatisation Act, 2023* le mois dernier, le président William Ruto souhaite que soit entamée une campagne de privatisation, en proposant des prises de participations, de 11 entreprises d'états pour un montant total approchant les 200 Mds KES (1,2 Mds EUR)<sup>1</sup>. Dans le plan de privatisation présenté par le *National Treasury*, cinq entreprises d'états lucratives seront ouvertes aux capitaux privés, dont la *Kenya Pipeline Company (KPC)* ; valorisée à 142 Mds KES) et le *Kenyatta International Convention Centre (KICC)* ; 6,3 Mds KES) ; ainsi que six entreprises en difficultés financières dont la *National Oil Corporation of Kenya (Nock)* ; 6,0 Mds KES) et *Rivatex East Africa* (6,4 Mds KES). Ces 11 entreprises font partie d'un ensemble de plus de 35 sociétés identifiées par le gouvernement dont la vente est prévue pour l'aider à augmenter ses revenus face aux remboursements croissants de la dette.

### Le port de Mombasa dépasse ses objectifs en termes de volumes de conteneurs

Dans le port de Mombasa, le trafic de conteneurs devrait dépasser son objectif annuel d'1,5 millions d'équivalents vingt pieds (EVP<sup>2</sup>) car il avait déjà, fin octobre, atteint 1,32 millions EVP selon la *Kenya Ports Authority (KPA)*, soit une augmentation de 10,2 % par rapport à la même période en 2022. En 2023, cette augmentation du débit a été permise par : l'extension des postes de manutention des conteneurs, l'automatisation accrue des services, l'acquisition d'équipements modernes de manutention des navires et des marchandises et l'amélioration des partenariats avec les principales agences gouvernementales.

---

<sup>1</sup> Taux de change du 29/11/2023

<sup>2</sup> Unité de mesure approximative d'un conteneur

## La CBK collecte 67,1 Mds KES à la suite de l'émission d'un *Infrastructure bond*

La *Central Bank of Kenya (CBK)* a reçu des offres d'une valeur de 88,9 Mds KES lors de l'émission de l'*Infrastructure bond* à 6,5 ans d'une valeur de 50 Mds KES (soit une souscription de 177,8%) et accepté des offres pour une valeur totale de 67,1 Mds KES. L'objectif de cette obligation est de financer des projets d'infrastructure et de développement dans l'ensemble du pays. Sur l'année fiscale 2023/2024, l'allocation accordée au développement des infrastructures reste la plus importante, avec 63% des dépenses de développement. Ainsi, elle augmenterait de 12,4% pour atteindre 468,2 Mds KES (contre 416,4 Mds KES sur FY 2022/2023), conformément à la volonté du gouvernement de renforcer les investissements dans les infrastructures essentielles (route, rail, énergie et eau).

## Madagascar

### Présentation du projet de loi de finances initiale 2024 à l'Assemblée nationale

Le gouvernement malgache a présenté le projet de loi de finances initiale pour 2024 à l'Assemblée nationale le 28 novembre 2023. Selon les hypothèses des autorités, la croissance économique devrait légèrement augmenter par rapport à 2023, passant de 4 à 4,5% en 2024, tirée par la croissance du secteur secondaire de 5,1%, notamment grâce à l'industrie extractive (+7,2%). Le secteur primaire croîtrait de 4,4%, porté par l'agriculture (+5,4%), et le secteur tertiaire de 4,5% grâce au secteur « poste et télécommunications » (+10,7%). L'inflation est quant à elle revue à la baisse : elle atteindrait 7,3% en 2024 contre 10% l'année précédente, en raison principalement des hausses attendues des prix de l'énergie (+9,1%) et du riz (+7,6%). Son adoption par l'Assemblée nationale est prévue pour le 30 novembre, avant une navette au niveau du Sénat.

## Maurice

### Décision de *statu quo* par la Banque centrale, le taux directeur maintenu à 4,5%

Lors d'une réunion qui s'est tenue le 28 novembre 2023, la Banque centrale de Maurice a décidé, à l'unanimité, de maintenir inchangé son taux directeur à 4,5%, soit son plus haut niveau depuis octobre 2015. La Banque de Maurice avait augmenté son taux directeur à 4,5% le 14 décembre 2022, et avait annoncé sa décision de maintenir le taux directeur à 4,5% le 30 juin 2023. Les autorités monétaires estiment que l'orientation actuelle de la politique monétaire continue de soutenir la stabilité des prix. Toutefois, elles admettent que les effets des décisions passées mettent du temps à se matérialiser pleinement au sein de l'économie réelle. On observe par ailleurs un ralentissement durable de l'inflation depuis début 2023, celle-ci ayant atteint 4,6% en octobre, son plus bas niveau depuis mai 2021. Les tensions inflationnistes sous-jacentes se sont aussi modérées, signalant un rapprochement graduel de l'inflation globale avec la fourchette cible

de la Banque centrale. Les prévisions actualisées montrent une inflation autour de 7 % en fin d'année, avant de retomber à 4 % d'ici fin 2024.

## Ouganda

### Mission prospective en Ouganda par 13 entreprises françaises

Pilotée par la Banque Publique d'investissement (BPI) et Business France, une mission de prospection a été organisée du 23 au 24 novembre dernier à Kampala, mobilisant 13 entreprises françaises issues de secteurs variés. Choies pour leurs capacités d'innovation, elles ont pu rencontrer des partenaires potentiels lors de sessions B2B et rencontrer la ministre du Commerce extérieur, Harriet Ntabazi, ainsi que l'organisation patronale du secteur privé (*PSFU*). L'Ouganda offre un cadre d'investissement relativement favorable avec des exemptions de taxes pour les investisseurs qui s'installent en périphérie de Kampala dans un rayon de 50 km et le pays « garanti la possibilité de rapatrier les dividendes sans limite », dixit la ministre du Commerce.

## Rwanda

### A Kigali le gouvernement ouvre le marché des transports publics aux investisseurs individuels

A compter du 15 décembre 2023 le gouvernement rwandais ouvrira le marché des transports publics de Kigali aux particuliers afin de remédier à la pénurie de véhicules dans la ville. Avant cette mesure, seules les sociétés de transport public ou les coopératives étaient autorisées à transporter des passagers. Dorénavant, une coopérative, une société ou un particulier pourra s'engager dans les transports publics après avoir reçu une licence de la RURA (*Rwanda Utilities Regulatory Authority*), valide pour cinq ans. Entre-temps, pour remédier à la pénurie de bus publics dans la ville, le gouvernement en a commandé 200 nouveaux à la Chine. 100 d'entre eux devraient arriver dans le pays avant décembre, tandis que les autres arriveront en janvier 2024.

## Seychelles

### Une augmentation de 18 MW de la puissance installée de la centrale thermique de Mahé annoncée par la Public Utilities Corporation

La compagnie publique d'électricité, *Public Utilities Corporation (PUC)*, annonce une augmentation de 18 MW de la puissance installée de la centrale thermique de Victoria. Cette annonce fait suite à la signature d'un contrat en *EPC (Engineering, Procurement, and Construction)* avec l'entreprise belge *International Montage Maintenance (IMM)* en octobre 2023. Actuellement dotée d'une capacité installée de 74 MW, la centrale thermique de Roche Caïman à Mahé verra sa puissance augmenter à 92 MW. Le projet d'extension, dont le coût est évalué à 21,8 MEUR, sera financé par la *Seychelles International Mercantile Banking Corporation Limited (SIMBC Nouvobanq)*, joint-venture entre le gouvernement Seychellois, qui y détient 78 % des parts, et la banque britannique *Standard Chartered* (22 %). Les travaux devraient s'achever d'ici juillet 2025.

## Somalie

## La Somalie officiellement intégrée à la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)

Dix ans après avoir déposé sa première demande d'adhésion, la Somalie a été admise, vendredi dernier, comme huitième membre de la CAE. Elle fait suite à l'adhésion de la République Démocratique du Congo (RDC) il y a un an. Parmi les chefs d'états de la CAE, les opinions divergeaient. Pour certains, l'admission est essentielle car elle permet un accès facilité à 3000 km de côtes maritimes sur la péninsule arabique, un point d'entrée vital sur l'Afrique de l'Est et le monde Arabe. De plus, c'est l'ouverture à des investissements dans de nombreux projets de développement. Cependant, pour d'autres, la Somalie aurait dû en premier lieu stabiliser sa politique intérieure avant de rejoindre l'organisation. Dans tous les cas, l'entrée de la Somalie ouvre la voie à l'admission d'autres pays de la zone tels que l'Erythrée et Djibouti, voire même l'Ethiopie.

## Soudan

### Pénurie de devises et chute du SDG

Ces trois derniers mois, le taux de change du SDG s'est fortement dégradé en passant de 700 SDG/USD début septembre à 1050 SDG/USD au 28 novembre sur le marché parallèle. Cependant, il était de 763 SDG/USD à la « *Bank of Khartoum* » à la même date. Parallèlement, les banques peinent à répondre au nombre croissant de demandes de retraits en devises de leurs clients réticents à changer au taux bancaire. La chute du SDG s'accompagne d'une flambée des prix des produits de base, notamment à Khartoum. Par ailleurs, les prix connaissent des variations allant jusqu'à 400% dans la capitale entre sa partie nord, sous contrôle de l'armée et mieux approvisionnée (grâce aux importations depuis l'Egypte), et sa partie sud, sous contrôle des RSF, où l'accès à ces produits est extrêmement difficile.

### Remise en opération de deux lignes ferroviaires

Le ministre des Transports a annoncé la reprise du service de transport des personnes et des marchandises, au mois de décembre, sur deux lignes ferroviaires. Il s'agit, d'une part, de la ligne entre les villes d'Atbara (310 km au nord de Khartoum) et Wadi Halfa à la frontière avec l'Egypte, et d'autre part entre Shandi (150 Km au nord de Khartoum) et Port Soudan. Actuellement, la ligne ferroviaire reliant Port Soudan et Atbara est la seule ligne en service.

## Soudan du Sud

### Suivi électronique des cargos

La « *South Sudan National Revenue Authority* » (SSNRA) a informé les autorités kényanes et ougandaises de sa nouvelle directive exigeant l'installation de scellés électroniques de suivi des cargaisons pour toutes les marchandises importées ou exportées du pays, y compris celles en transit. Dans un avis ciblant les autorités des principaux « hubs » de l'Afrique de l'Est, notamment le port de Mombasa, Nairobi, Kampala et Eldoret, ainsi que le monde des affaires et les ONG, la SSNRA a averti contre l'application d'une lourde amende en cas de non-conformité avec la décision.

## Tanzanie

## Medef International organise une réunion autour du ministre des Affaires étrangères tanzanien à Paris

Un petit-déjeuner organisé par *Medef International* réunissant des entreprises françaises autour du ministre des Affaires Étrangères, M. January Yusuf Makamba, s'est tenu le 16 novembre à Paris. Le ministre a ouvert la séance en rappelant l'importance du partenariat entre nos deux pays, et la profonde amitié que la Tanzanie vouait à la France. Il a évoqué trois priorités à sa visite : renforcer les échanges commerciaux entre nos deux pays, trop bas au vu de la taille des économies française et tanzanienne ; rappeler la priorité affichée par la présidente à l'amélioration du climat des affaires et des conditions favorisant le développement des investissements étrangers ; échanger sur les nombreuses opportunités d'investissement en Tanzanie. Il a loué la qualité des partenariats avec des entreprises françaises et leur volonté de s'implanter durablement en Tanzanie. Il a enfin insisté sur les grandes orientations du pays pour le développement des infrastructures de transport, de l'énergie, des mines et du tourisme, secteurs qui seront au cœur du *business forum* qui devrait être organisé par *Medef International* en Tanzanie en mai 2024.

# CONTACTS

## Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN [jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART  
[quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

## Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

## Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE [julien.defrance@dgtresor.gouv.fr](mailto:julien.defrance@dgtresor.gouv.fr)

## Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC [gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr)

## Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO [annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

## Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD [jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr) ;  
[almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr](mailto:almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr), [heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr](mailto:heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : [jean-marc.legendre@dgtresor.gouv.fr](mailto:jean-marc.legendre@dgtresor.gouv.fr) ; [nairobi@dgtresor.gouv.fr](mailto:nairobi@dgtresor.gouv.fr)